

N° DP 25/404

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **ATTRIBUTION DE SUBVENTION 2025 - CHAMBRE D'AGRICULTURE DU VAR - VOLET STRATEGIE FONCIERE - 19 200 EUROS - CONVENTION DE PARTENARIAT TRIPARTITE N°10 - CHAMBRE D'AGRICULTURE DU VAR - SAFER PACA**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole « Toulon Provence Méditerranée »,

**VU** la délibération n°23/05/075 du 4 mai 2023 portant élection du Président,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** la délibération n°22/97 du Bureau Métropolitain du lundi 21 février 2022 définissant la 3<sup>ème</sup> Convention Cadre de partenariat 2022-2026 entre la Chambre d'Agriculture du Var et TOULON PROVENCE MEDITERRANEE,

**VU** l'avis favorable de la Commission Attractivité Economique et Développement Numérique du jeudi 5 décembre 2024 pour l'attribution d'une subvention d'un montant de 19 200 euros à la Chambre d'Agriculture du Var pour les actions menées dans le cadre de la stratégie foncière agricole sur le territoire métropolitain en 2025,

**CONSIDERANT** la volonté de TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, de la Chambre d'Agriculture du Var et de la SAFER PACA de mettre en place un dispositif technique et financier pour conduire des actions de mise en valeur du foncier agricole du territoire,

**CONSIDERANT** que cette convention vise à accompagner les transmissions d'exploitations,

**CONSIDERANT** que cette convention a pour objectif d'apporter une aide à la Métropole afin de l'accompagner dans la décision d'acquérir des parcelles agricoles et faciliter les démarches de mise à disposition à des exploitants,

**CONSIDERANT** que le foncier agricole est une ressource précieuse soumise à pression sur le territoire et qu'une grande partie des communes s'est lancée dans la préservation au travers de la mise en place de périmètre de Zone Agricole Protégée en vue de favoriser le développement agricole,

**CONSIDERANT** que cette convention va permettre d'animer les périmètres de ZAP et de mobiliser le foncier en friche,

**CONSIDERANT** que cette convention va permettre d'accompagner Elus et techniciens pour lutter contre le dévoiement des Zones Agricole,

**CONSIDERANT** le Projet départemental Ambition Installation visant à faire émerger des projets et aboutir des installations pérennes de jeunes diplômés sur le territoire,

**CONSIDERANT** l'accompagnement aux projets d'installations et notamment en filière alimentaire dans le cadre du Projet Alimentaire de Territoire,

**CONSIDERANT** la validation des actions réalisées dans le cadre de la stratégie foncière agricole du territoire de la précédente convention 2024 lors du Comité de Pilotage réuni le jeudi 5 décembre 2024,

**CONSIDERANT** la Convention N° 10 de partenariat tripartite pour l'année 2025 " STRATEGIE FONCIERE ", ci jointe,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'APPROUVER** les termes de la Convention n° 10 de partenariat "STRATEGIE FONCIERE" pour l'année 2025, ci jointe.

## **ARTICLE 2**

**DE SIGNER** cette convention.

## **ARTICLE 3**

**DE PARTICIPER** financièrement à hauteur de 19 200 euros, soit 92,20 % du coût total de la mission dans le cadre de cette convention, pour l'année 2025.

## **ARTICLE 4**

**DE DIRE** que le montant sera revu en fonction des dépenses effectivement réalisées selon les modalités financières prévues à l'article 4 de la Convention n° 10 de partenariat tripartite « STRATEGIE FONCIERE » sans dépasser le montant maximum, ci-dessus attribué.

## **ARTICLE 5**

**DE DIRE** que les crédits sont inscrits au Budget Principal 2025 : article 657382 - opération 3002 - fonction 6312.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **22 AVR. 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée





CHRY 1000 5 5



# **CONVENTION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION**

**DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE  
MEDITERRANEE  
A LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DU VAR**

**STRATEGIE FONCIERE N°10**

**2025**

Il est établi la convention d'attribution de subvention :

Entre d'une part,

La Métropole **Toulon Provence Méditerranée** (Var), représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jean-Pierre GIRAN**, agissant en cette qualité pour et au nom de ladite intercommunalité, autorisé par décision **DP N° 25 / .....** du ..... 2025

Ci-après dénommée « MTPM »

Sise

107 Boulevard Henri Fabre - CS 30536  
83041 TOULON CEDEX 09  
SIRET : 24830054300217

D'autre part,

La **Chambre d'Agriculture du Var** représentée en sa qualité de Président par, Monsieur Sylvain AUDEMARD,

Ci-après désignée « CA83 »,

Sise

26 Boulevard Jean Jaurès - CS 40 203  
83006 DRAGUIGNAN CEDEX

*Programme : 5*

*Code Activité : 06030400*

Et,

La **SAFER PACA**, représentée par son Président en exercice, Monsieur Patrice BRUN, agissant en cette qualité pour et au nom de ladite SAFER,

Ci-après dénommée « SAFER »

Sise

Route de la Durance  
Avenue de la Libération - CS 20017  
04107 MANOSQUE Cedex  
SIRET : 70735011200017

## Article 1. Objet de la convention

Les partenaires s'engagent sur un programme d'actions, en référence à la Convention Cadre 2022 – 2026 entre les deux structures. Le programme d'actions a pour objectifs :

### **OBJECTIFS DE LA CONVENTION CADRE**

- ⇒ **Pérenniser et développer l'agriculture à l'échelle métropolitaine ;**
  - ⇒ **Répondre aux enjeux du Projet Alimentaire de Territoire ;**
  - ⇒ **Favoriser l'installation de porteurs de projets sur le territoire.**

Cette convention étant étroitement liée à la Convention d'Aménagement Rural de la SAFER PACA avec la Métropole TPM, la SAFER est également signataire de la présente convention.

## Article 2. Description des missions de la Chambre d'Agriculture

### **a. Pérenniser l'agriculture à l'échelle métropolitaine**

**Action 1. Assurer un accompagnement à la transmission pour les cédants sur le territoire de TPM en lien avec le Point Accueil Transmission ↗ Mission CA83**

<i>En synthèse,</i> Ambition	Besoin territorial	Visée opérationnelle
Favoriser la transmission des exploitations agricoles du territoire	Accompagnement et information claire auprès des cédants qui en ressentent le besoin	Accompagner le plus de cédants possibles pour permettre un maintien des terres agricoles

**Objet :** Il s'agit de favoriser la transmission des exploitations agricoles du territoire par un accompagnement des cédants dans leur projet.

#### **Champ d'intervention :**

- Organisation de rendez-vous Point Accueil Transmission délocalisés sur le territoire de TPM en fonction des demandes locales ;
- Organisation d'une rencontre collective pour inciter à la transmission ;
- Etc.

Cette action sera entièrement prise en charge par la Région au travers de l'existence du Point Accueil Transmission.

<i>Livrables</i>	<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Période de réalisation</i>	<i>Contact CA83</i>
Bilan d'activité	Nb de permanences Point Accueil Transmission (PAT) tenu sur le territoire	2025	Aurélia GRECH



**Action 2. Lutter contre le dévoiement des zones agricoles** ➤ Mission CA83

*En synthèse,*  
Ambition

Besoin territorial

Visée opérationnelle

Sensibiliser les maires  
et les services  
instructeurs à la lutte  
contre le dévoiement  
de zone agricole

Mettre en place un travail de sensibilisation des  
maires des communes de MTPM au travers de  
l'organisation d'une intervention de la Chambre  
et du service juridique de la DDTM

Informers les Maires sur ce qu'il est  
possible de faire ou pas en zone agricole  
et les sensibiliser aux détournements  
d'usage

*En détail,*

**Objet :** Les Maires, 1ers magistrats des communes, se retrouvent parfois démunis face à des situations de dévoiement des zones agricoles. Pour cette raison, il s'agira de mettre en place un travail de sensibilisation des maires des communes d'EPCI au travers de l'organisation d'une intervention à trois voix. D'une part, le Procureur de la République et les services de l'Etat interviendront sur le pouvoir de police du Maire. D'autre part, la CA83 sera également partie prenante de cette intervention pour expliquer ce qui peut être fait ou non en zone agricole : régime dérogatoire pour construire en zone agricole, quelles autorisations pour les constructions à caractère agricole, justifications de la nécessité de construire...

Pour les territoires, ayant organisé, en 2024, ces réunions, il est proposé un temps 2 permettant de poursuivre le travail en organisant, conjointement avec le service juridique de la DDDTM, une réunion, à destination des services instructeurs des collectivités pour traiter du sujet de l'établissement des procès-verbaux. Il s'agit d'un exemple de thématique qui peut évoluer en fonction du besoin du territoire.

**Action départementale à intérêt territorial :**

L'intérêt de ce travail est double. En effet, il s'agit d'une part de permettre à tous les maires du Var, qu'ils soient en commune rurale, urbaine ou péri-urbaine, d'avoir le même niveau d'information sur les utilisations et occupations possibles en zone agricole. D'autre part, il s'agira de mobiliser les pouvoirs publics sur la problématique des détournements d'usage afin de définir une stratégie au niveau local mais également aller jusqu'à envisager par la suite une stratégie commune des Maires Varois pour lutter efficacement contre ces détournements.

**Champ d'intervention 2025 :** Organisation d'un séminaire à l'attention des élus et techniciens des collectivités.

<i>Livrable</i>	<i>Période de réalisation</i>	<i>Contact CA83</i>
Organisation de la réunion et support de présentation	2025	Maëva LAPLACE



**Action 3. Apporter une aide à la décision de la Métropole pour de l'acquisition foncière** ↻ Mission CA83/SAFER/MTPM

En synthèse,  
Ambition

Besoin territorial

Visée opérationnelle

Permettre le maintien de la vocation agricole de parcelles sur lesquelles une intervention foncière de la Métropole serait nécessaire	Maintenir la vocation agricole des parcelles du territoire	Accompagner la Métropole dans la décision d'acquérir des parcelles agricoles et faciliter les démarches de mise à disposition à un exploitant
---	--	---

En détail,

**Objet :** en cas d'opportunité foncière permettant l'installation d'un exploitant, il convient de caractériser le potentiel du site et l'éventuel projet agricole. Ces éléments seront une aide à la décision de la Métropole pour l'acquisition foncière.

L'objectif de la Métropole est d'intervenir en urgence lors de ventes intervenant suite à des préemptions actées pour conserver la vocation et le potentiel agricole de parcelles. Il peut s'agir aussi d'une acquisition permettant la réalisation d'un objectif/projet de la convention cadre notamment en matière d'installation agricole.

**Champ d'intervention en 2025**

En cas d'opportunité foncière identifiée par la SAFER, après validation de la Métropole, la CA83 fera intervenir ses collaborateurs afin de préciser le potentiel du site et l'éventuel projet agricole à y développer, comme outil d'aide à la décision pour l'acquisition de ce foncier par la Métropole. Dans le cadre de cette action, une étude de sol est aussi prévue.

Pour 2025, il s'agira d'accompagner un projet.

Livrable	Indicateurs de résultats	Période de réalisation	Contact CA83
Bilan d'activité	Nombre de parcelles étudiées et résultats/avis technique	2025	JOUBERT Nelly

**Action 4. Animer les périmètres de ZAP et mobiliser le foncier en friche** ↻ Mission CA83/SAFER

En synthèse,  
Ambition

Besoin territorial

Visée opérationnelle

Mobiliser le foncier agricole dans les périmètres de ZAP en vue de favoriser le développement agricole	Le foncier agricole est une ressource précieuse, soumise à pression sur le territoire. Une grande partie des communes s'est lancée dans la préservation au travers de mise en place de périmètre de ZAP. Il s'agit à présent de poursuivre la sensibilisation des propriétaires de terres en friche au travers d'actions ciblées.	Favoriser la libération du foncier en friche sur les communes ayant une ZAP approuvée ou portant un projet de ZAP très avancé à des fins d'exploitations ou d'installations  Mise en relation propriétaires de foncier en friche et porteurs de projets
--	---	---

En détail,

**Objet :** L'objectif du projet est de mettre en place une animation foncière ciblée pour mobiliser le foncier et initier la réflexion pour le développement d'un projet agricole sur ces territoires.

**Champ d'intervention :**

En 2025, il s'agira de continuer le travail entrepris en 2024 en organisant des réunions de sensibilisation et de mettre en place des outils de communication pour les propriétaires de terres en friche sur les communes d'Ollioules et La Seyne-sur-Mer.

A l'échelle de la Métropole, il s'agit de mettre en relation les propriétaires de terres en friche et des porteurs de projets en recherche de foncier. L'idée est de répondre aux objectifs stratégiques métropolitains : PAT, développement des AOP/AOC (figue et vin) et maintien de la production horticole fleurs coupées notamment.

Pour les années suivantes, l'animation des ZAP en cours de réalisation pourra être proposée.

Livrables	Indicateurs de résultats	Période de réalisation	Contact CA83
Support de présentation des différentes réunions de sensibilisation, bilan d'activité	Nombre propriétaires sensibilisés	2025	LAPLACE Maëva

**b. Favoriser et développer les installations en lien avec le projet alimentaire de territoire**

**Action 5. Favoriser les installations – Projet départemental Ambition Installation** ➔ Mission CA83

En synthèse, Ambition	Besoin territorial	Visée opérationnelle
Mettre en synergie l'ensemble des acteurs du territoire pour favoriser l'installation agricole	La Métropole TPM dispose d'un lycée agricole où sortent chaque année des jeunes diplômés agricoles dont certains ayant un projet d'installation. Le plus souvent non issus du milieu agricole, ces jeunes sont en quête d'un lieu d'installation.	Faire émerger des projets d'installation et faire aboutir des installations pérennes de jeunes diplômés sur le territoire.

**Objet :** Poursuite du projet Ambition Installation visant à permettre à un futur agriculteur en cours de formation d'anticiper son installation en créant les conditions facilitant son insertion dans le milieu professionnel et la réussite de son projet. Elle ambitionne de mettre en synergie l'ensemble des acteurs du territoire (Chambre d'Agriculture, Lycée Agricole /CFPPA d'Hyères, LEAP Saint-Maximin, SAFER, Collectivités Territoriales, autres partenaires...) pour favoriser l'installation agricole. L'enjeu est de mettre en lumière les projets d'installation en agriculture.

**Action départementale à intérêt territorial :**

A l'échelle des intercommunalités et des communes, cet outil est une véritable opportunité pour :

- Repérer et sélectionner au sein des lauréats du concours, des porteurs de projets répondant aux enjeux de votre territoire et de vos objectifs ;
- Proposer aux candidats ambitionnant de concrétiser leur installation sur votre territoire un accompagnement tout au long du parcours donnant toutes les chances de réussite au projet

d'Installation.

**Champ d'intervention :**

Participation à titre de partenaire au tronc commun départemental Ambition Installation :

- Organiser annuellement le Comité de pilotage départemental du projet ;
- Mettre en œuvre le concours départemental annuel des « Trophées de l'installation » : communication, sensibilisation renforcée des équipes pédagogiques, accompagnement des candidats, mobilisation des partenaires, promotion et communication du concours ;
- Organiser le jury du concours en septembre ;
- Remettre des prix lors du Forum Installation de novembre ;
- Dresser le bilan et l'évaluation du concours.

Livrables	Indicateurs de résultats	Période de réalisation	Contact CA83
Bilan du concours lors du COPIL, supports de communication	Nombre de réunions du Comité de pilotage Nombre d'équipes candidates Supports de communication produits Lieu d'espace test choisi et mis en œuvre	2025	Marie-Anne CORNIOU Aurélia GRECH

Déclinaison territoriale du projet sur le territoire de MTPM

**Champ d'intervention :**

Il s'agira de poursuivre le travail partenarial engagé en 2022 avec le Lycée Agricole pour mettre en place un projet d'espace-test agricole en lien avec l'exploitation du lycée. Pour 2025, il s'agit de poursuivre l'accompagnement du Lycée dans les démarches administratives de constitution de l'espace-test, de promouvoir l'existence de cet outil, de suivre le projet et d'animer la démarche en lien avec Agricampus et les différents partenaires engagés dans le développement de ce projet (Région, MTPM, Ville de Hyères, etc.).

Livrable	Indicateurs de résultats	Période de réalisation	Contact CA83
Bilan d'activité	Nb de réunion du COPIL Nb de jeunes intéressés et candidats à l'Espace-Test Bilan de la 1 <sup>ère</sup> année si Espace-test en fonctionnement	2025	Aurélia GRECH

**Action 6. Accompagnement au projet d'installation** ➤ Mission CA83

En synthèse, Ambition	Besoin territorial	Visée opérationnelle
Accompagner les porteurs de projets à concrétiser leur projet d'installation - De l'idée au projet d'installation agricole	Le foncier agricole est une ressource précieuse, soumise à pression sur le territoire. Il s'agira de renforcer l'aide à l'installation du début du projet à l'installation	Faire émerger des projets d'installation et faire aboutir des installations pérennes

*En détail,*

**Objet :** De nombreux porteurs de projet s'orientent vers le secteur agricole sans en être issus et manquent de connaissances et de compétences dans ce domaine. Ce nouveau public nécessite un accompagnement renforcé, notamment pour l'élaboration de leur projet, de sa phase d'émergence jusqu'à sa formalisation. Un soutien est essentiel pour les aider à clarifier et structurer leur projet.

La Chambre d'Agriculture est en mesure de proposer cette aide via un entretien de 2h à l'issue d'un premier RDV au Point Accueil Installation. Cette deuxième étape leur permet d'approfondir les éléments essentiels d'un projet (compétences, foncier, besoins matériels et immatériels, financiers...) et d'élaborer un plan d'action et une chronologie propre à chacun. A la suite de cet entretien, un rapport de présentation est rédigé et remis au porteur de projet qui peut l'utiliser pour la suite des étapes de son projet (recherche de formations, de foncier ou de financements).

Les personnes ciblées sont prioritairement les porteurs de projet non issus du milieu agricole ou les installations hors cadre familial et justifiant de la démarche du Plan de Professionnalisation Personnalisé (PPP).

#### **Action départementale à intérêt territorial :**

L'action vise à aider des porteurs de projet dans la phase d'émergence et clarification.

A l'échelle des intercommunalités et des communes, cette action est une véritable opportunité pour :

- Favoriser des installations agricoles plus solides, pérennes et donc plus dynamiques pour le territoire ;
- Renforcer l'attractivité du territoire pour les porteurs de projet et ainsi répondre aux objectifs des PAT locaux ;
- Créer un lien avec les futurs agriculteurs du territoire

Financement d'une partie du coût de l'accompagnement des porteurs de projets dans la phase de formalisation. Pour la Métropole, le point installation accompagnera jusqu'à 5 projets.

<i>Livrables</i>	<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Période de réalisation</i>	<i>Contact CA83</i>
Liste détaillée des personnes bénéficiaires et leur projet	Nombre de projets suivis	2025	CORNIU Marie-Anne

#### **Action 7. Mettre en place un projet pilote d'installation en filière alimentaire** ➤ Mission CA83/SAFER

*En synthèse,*

Ambition	Besoin territorial	Visée opérationnelle
Assurer le renouvellement des générations  Installer des jeunes exploitants	L'offre et la demande en production alimentaire est déséquilibrée. Pour développer l'offre, il faut installer de nouveaux exploitants afin de répondre à la demande.	1 installation en filière alimentaire

*En détail,*

**Objet :** en continuité de l'action initiée en 2022, la CA83 et la SAFER PACA souhaitent développer un projet visant à proposer aux intercommunalités un accompagnement spécifique à objectif installation en filière alimentaire. L'enjeu est de capter les porteurs de projets et de leur proposer un accompagnement de A à Z : recherche/portage de foncier avec appui de la collectivité, appui aux démarches administratives, suivi technique...



**Champ d'intervention :**

Il s'agit d'un projet expérimental dont la mise en œuvre est la suivante :

- Mettre à jour le listing de porteurs de projet ;
- Mobiliser/Saisir des opportunités de foncier à potentiel agricole (SAFER) ;
- Accompagner à un montage de projet visant à mettre en adéquation l'offre et de la demande foncière ;
- Viser à un accompagnement technique du nouvel installé ;

<i>Livrable</i>	<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Période de réalisation</i>	<i>Contact CA83</i>
Bilan d'activité	Nb d'installation	2025	Clélie BARRAL

**Action 8. COTECH et COPIL – Action de communication** ➤ Mission CA83/SAFER/MTPM

<i>En synthèse, Ambition</i>	<i>Besoin territorial</i>	<i>Visée opérationnelle</i>
Mener à bien les actions de la présente convention	Assurer un suivi technique de la <b>convention</b> tout au long de l'année	<b>Faire intervenir les experts techniques</b> et politiques pour les besoins de suivi des actions de la présente convention

*En détail,*

**Objet :** constituer un comité technique et un comité de pilotage afin de mener à bien les missions de la présente convention.

**Champ d'intervention :**

Les partenaires participeront à des réunions techniques et de pilotage pour le suivi de l'avancée de la convention. Il s'agira également de valoriser le travail réalisé au travers d'actions de communication à définir par les partenaires.

La Métropole TPM, la CA83 et la SAFER PACA s'engagent à constituer un groupe de travail technique réunissant les agents compétents de chaque structure. Ce groupe de travail technique pourra se réunir à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, dans le respect des objectifs de la présente convention. De plus, il pourra réunir des agents d'autres structures et collectivités partenaires locales (CRPACA, ...), le cas échéant et en fonction de l'ordre du jour.

La Métropole TPM, la CA83 et la SAFER PACA s'engagent à présenter les résultats et avancements du travail prévu dans ladite convention dans le cadre du comité de pilotage : la Commission Attractivité Economique et Développement Numérique de MTPM. Un élu de la CA83 participera à cette commission. Ce comité de pilotage se réunira au moins une fois par an pour étudier et valider l'avancement du programme d'actions proposé.

### Article 3. Budget prévisionnel de l'intervention de la Chambre d'Agriculture du Var

Le budget prévisionnel de la convention n°10 – Stratégie Foncière - 2024 s'élève à **20 824 €**.

<i>Budget prévisionnel</i>	<b>En €</b>	<b>Autofinancement CA83</b>	<b>A la charge de la Métropole TPM</b>
<b>Action 1. Assurer un accompagnement à la transmission (financement régional Point Accueil Transmission)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Action 2. Lutter contre les dévoiements des zones agricoles</b>	<b>1 800</b>		<b>1 800</b>
<b>Action 3. Apporter une aide à la décision de la Métropole pour de l'acquisition foncière</b>	<b>1 488</b>	<b>148,80</b>	<b>1 339,2</b>
<i>Prestation externe : étude de sol</i>	<b>200</b>	<b>0</b>	<b>200</b>
<b>Action 4. Animer les périmètres de ZAP et mobiliser le foncier en friche</b>	<b>2 976</b>	<b>297,6</b>	<b>2 678,4</b>
<b>Action 5. Favoriser les installations – Projet départemental Ambition Installation</b>			
<i>Projet Départemental</i>	<b>2 000</b>		<b>2 000</b>
<i>Déclinaison locale</i>	<b>6 696</b>	<b>669,6</b>	<b>6 026,4</b>
<b>Action 6. Accompagnement au projet installation</b>	<b>1 200</b>		<b>1 200</b>
<b>Action 7. Mettre en place un projet pilote d'installation en filière alimentaire</b>	<b>2 976</b>	<b>297,6</b>	<b>2 678,4</b>
<b>Action 8. COTECH et COPIL – Action de communication</b>	<b>1 488</b>	<b>148,80</b>	<b>1 339,20</b>
<b>TOTAL</b>	<b>20 824</b>	<b>1 582,4</b>	<b>19 241,6</b>
<b>TOTAL arrondi</b>	<b>20 824</b>	<b>1 624</b>	<b>19 200</b>

En cas de besoin, le budget non consommé d'une action pourra être reportée sur une autre action inscrite au programme en ayant eu, au préalable, l'accord des parties.

## Article 4. Modalités financières et de règlement

Au regard du budget prévisionnel, la MTPM s'engage à verser à la CA83 une subvention d'un montant de **19 200 €** sur présentation du bilan de la mission décrite dans la présente convention sur la stratégie foncière de MTPM.

La CA83 finance 10% du coût de son intervention, hormis les prestations externes, ainsi que les actions départementales : action Ambition Installation, lutte contre le détournement d'usage et accompagnement au projet d'installation.

Le Comité de pilotage se réunira au moins une fois par an pour étudier, évaluer et valider le travail réalisé, au regard du programme d'actions prévisionnel proposé dans la présente convention. Chaque année un bilan d'activités établira les actions menées et restant à mener, permettant de justifier le paiement de ladite subvention.

Les règlements seront effectués de la manière suivante :

- 70% soit 13 440 € à la signature de la présente convention ;
- 30% soit 5 760 € sur présentation des documents suivants :
  - Le bilan financier 2025 réalisé ;
  - Le compte-rendu d'activité ;
  - Compte Financier de l'exercice clos (dépenses et recettes) tels qu'ils ont été présentés en Session, signé par le Président, l'Agent Comptable et validé par la Préfecture.

Le montant de la participation financière sera ajusté selon les modalités suivantes : si le montant réel varie à la hausse, la participation n'est pas réévaluée ; en revanche, si les documents montrent que le montant total des dépenses réalisées pour le programme subventionné est inférieur aux dépenses présentées, le solde à verser sera calculé au prorata des dépenses réellement engagées et payées par la CA83.

Par voie d'avenant, le programme d'actions et budget pourront être complétés ou modifiés.

Le paiement des sommes prévues sera effectué par virement administratif sur le Compte DGFIP – IBAN FR76 1007 1830 0000 0010 1241 766.

## Article 5. Confidentialité

Hormis dans le cadre des actions de communication réalisées dans le cadre du projet, les Parties s'engagent à conserver confidentielles, tant pendant l'exécution de la Convention qu'après la fin de celle-ci, les informations de toute nature auxquelles elles pourraient avoir accès dans le cadre de l'exécution des présentes. Elles s'engagent également à faire respecter strictement cette obligation par leurs personnels et sous-traitants éventuels.

Les données individuelles recueillies dans le cadre du partenariat ne seront pas fournies par le producteur de la donnée pour des raisons de confidentialité sauf accord des enquêtés. Les données SIG produites par la CA83 dans le cadre du partenariat seront transmises à la collectivité en format shape avec une convention de partage de données numériques. L'utilisation ultérieure des données produites dans le cadre d'une autre réflexion ou étude devra recueillir l'accord des deux parties.



En matière de communication, la Chambre d'Agriculture du Var s'engage à faire apparaître sur tous les documents informatifs ou promotionnels et tous les équipements subventionnés le soutien apporté par Toulon Provence Méditerranée, en utilisant le logo TPM en vigueur, la charte graphique étant consultable et téléchargeable sur le site Internet [www.metropletpm.fr](http://www.metropletpm.fr), rubrique « Communication » (pied de page).

Les actions liées à la mise en œuvre du projet Alimentaire de Territoire labellisé de la Métropole TPM, le logo PATTPM devra également figurer au côté de celui de la Métropole »

## Article 6. Durée de la convention

La convention est annuelle. Elle débute au 01/01/2025 et arrivera à terme au 31/12/2025.

La durée des travaux pouvant être amenée à être prolongée au vu des contraintes de calendriers des différents acteurs (saisonnalité des travaux agricoles, agendas politiques, crise sanitaire...).

## Article 7. Résiliation - Révision

a) En cas d'inexécution ou de violation, par l'une des Parties d'une des dispositions de la Convention, celle-ci pourra être résiliée unilatéralement et de plein droit par l'autre Partie, 30 (trente) jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet et ceci, sans préjudice de tous dommages et intérêts qui pourraient être réclamés à la Partie défaillante.

La présente Convention sera, en outre, résiliée automatiquement et de plein droit dans l'hypothèse où, notamment par suite d'une modification législative ou réglementaire la concernant ou concernant ses activités, l'une ou l'autre des Parties se trouverait dans l'impossibilité de poursuivre la présente Convention.

b) La présente Convention pourra être révisée à tout moment, à la demande de l'une des Parties.

Toute révision de la présente Convention devra donner lieu à un avenant signé par chacune des Parties.

## Article 8. Tribunal compétent en cas de litige

En cas de contestations, litiges ou autres différends sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation dans le délai de deux mois. En cas de désaccord entre les parties, le tribunal administratif de Toulon, sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

Fait en trois exemplaires originaux, en français.

À Toulon, le .....

Pour la Chambre D'Agriculture du Var  <b>Sylvain AUDEMARD</b> Président	Pour la SAFER PACA  <b>Patrice BRUN</b> Président	Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée  <b>Jean-Pierre GIRAN</b> Président
---	--	--